

Qu'est-ce que TAIEX?

TAIEX (assistance technique et échange d'informations) est un instrument clé de l'Union européenne pour le renforcement des capacités institutionnelles dans le monde entier, fournissant un soutien ciblé et **rapide aux administrations publiques** dans les pays candidats à l'adhésion à l'UE et au-delà. En tant que pierre angulaire des efforts d'intégration de l'UE, TAIEX joue un rôle central dans l'accélération **de l'alignement juridique et réglementaire** sur les normes de l'UE, le renforcement des cadres de gouvernance et la conduite des réformes **socio-économiques**. En s'appuyant sur l'expertise du secteur public des 27 États membres de l'UE, il favorise les échanges entre pairs, facilite le partage des bonnes pratiques et renforce la résilience institutionnelle, en veillant à ce que les pays partenaires soient équipés pour mettre en œuvre des réformes significatives et durables.

L'un des principaux objectifs de TAIEX est d'accélérer le processus d'élargissement, en aidant les pays candidats à s'aligner sur la législation de l'UE et à mettre en œuvre les réformes essentielles requises pour l'adhésion à l'UE. Dans le même temps, TAIEX étend son impact au-delà de l'élargissement, en aidant les pays partenaires du monde entier à relever des défis critiques tels que la transformation **numérique**, la **résilience au changement climatique**, la **santé publique**, la **modernisation économique** et des environnements économiques **sains**.

Avec près de 30 ans d'expertise, TAIEX est l'un des exemples les plus réussis de **l'équipe d'Europe en action**, réunissant les praticiens des États membres de l'UE et des pays partenaires dans une vision commune de **la coopération, de la confiance et du progrès**.

Comment TAIEX soutient-il les pays en voie d'adhésion?

Faciliter les négociations d'adhésion

- Prépare les gouvernements au **filtrage et aux négociations**, en comblant les lacunes juridiques, techniques et institutionnelles.
- soutient le respect des critères **d'ouverture, intermédiaires et de clôture** dans les négociations d'adhésion.
- Contribue à la mise en œuvre des recommandations formulées dans les rapports de l'UE sur **l'élargissement** afin de faire progresser les réformes.

Alignement des lois sur l'acquis de l'UE

- Fournit des conseils d'experts sur l'élaboration, **la mise en œuvre et l'application de la législation conforme à l'UE**.
- Identifie les **lacunes de la législation nationale** et soutient l'alignement sur les politiques de l'UE.
- Facilite l'harmonisation juridique dans les domaines de **la justice, de l'économie, du commerce, de la transformation numérique et de l'environnement**.

Renforcement des institutions publiques

- Renforcer la capacité des institutions **gouvernementales** à mettre en œuvre et à suivre efficacement les réformes.

- Fournit un soutien stratégique à la réforme de l'administration **publique**, en renforçant la transparence, la résilience et l'efficacité.
- renforce les cadres de **lutte contre la corruption et les réformes judiciaires** afin de faire respecter l'état de droit;
- Renforcer les capacités administratives à **long terme** pour soutenir les réformes au-delà du processus d'adhésion.
- Contribue à la mise en place d'organismes de réglementation et de mécanismes de surveillance **indépendants** afin de garantir le respect des normes de l'UE.

Faire progresser les plans de croissance et les programmes de réforme

- soutient la mise en œuvre de plans de **croissance** visant à stimuler la convergence socio-économique avec l'Union;
- Contribue à la conception et à la mise en œuvre des programmes de **réforme**, en garantissant des progrès dans les secteurs prioritaires.
- Renforcer les politiques pour répondre aux exigences économiques, de gouvernance et institutionnelles de l'UE.

Soutenir l'intégration progressive

- Contribue à aligner les politiques **économiques, la législation commerciale et les règles de concurrence** sur le marché unique de l'UE.
- Contribue à la mise en place d'un environnement réglementaire **prévisible**, favorisant l'investissement et la croissance économique.
- Renforcer la gouvernance **financière et la gestion des risques** pour assurer la stabilité budgétaire à long terme.

Promouvoir la stabilité et la coopération régionales

- encourage la collaboration transfrontalière entre les pays candidats.
- renforce la coopération dans des domaines critiques tels que **la migration, la sécurité, l'énergie et le développement des infrastructures**;

Lutte contre la désinformation et mobilisation du public

- Aider les institutions nationales à **élaborer des stratégies de communication claires et factuelles** sur l'adhésion à l'UE.
- Contribue à lutter contre la **désinformation et la désinformation**, en renforçant la confiance du public dans le processus d'élargissement.

Modalités TAIEX

- **Ateliers:** Les experts des États membres de l'UE présentent des domaines spécifiques de la législation de l'UE à un grand nombre de fonctionnaires bénéficiaires.
- **Missions d'experts:** Des experts des États membres de l'UE sont envoyés à une administration de pairs bénéficiaires pour fournir des conseils approfondis sur la transposition, la mise en œuvre ou l'application d'une partie spécifique de la législation de l'UE.

- **Visites d'étude:** un petit groupe de praticiens d'une administration bénéficiaire visite l'administration par les pairs d'un État membre de l'UE.
- **Révision des textes juridiques:** dans le cadre des négociations d'adhésion.
- **Examens par les pairs:** Combinaison du travail à domicile et des missions d'experts. Les missions d'évaluation par les pairs sont très utiles pour évaluer l'état d'avancement général d'une politique ou d'un secteur.

Qui bénéficie de TAIEX?

TAIEX étend son **expertise, son soutien et sa coopération** à travers un réseau diversifié de bénéficiaires, renforçant les administrations publiques et favorisant les partenariats internationaux. Son mandat couvre:

- **Partenaires de l'UE dans le domaine du voisinage et de l'élargissement** – Soutenir les pays sur la voie de l'adhésion à l'UE et d'une intégration plus poussée (ENEST).
- **Développement mondial et partenariats internationaux** – Aider les pays et territoires partenaires à faire progresser les réformes clés (INTPA).
- **Partenaires d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient (MENA)** – Renforcement de la gouvernance, de la stabilité et de la coopération sectorielle dans la région.
- **Communauté chypriote turque** – Fournir une assistance ciblée pour renforcer les capacités institutionnelles dans la partie nord de Chypre.
- **Les États membres de l'UE** dans le cadre de la coopération administrative avec la DG Politique régionale et urbaine (REGIO), la DG Environnement (ENV) et l'instrument d'appui technique (TSI) afin d'aider les États membres à mettre en œuvre leurs plans nationaux pour la reprise et la résilience au titre de la facilité pour la reprise et la résilience (après la crise de la COVID-19).

Quelle que soit la région, TAIEX fournit un **soutien rapide, flexible et efficace** pour stimuler la réforme institutionnelle et l'alignement des politiques.

Faire une demande d'assistance TAIEX: Renforcez votre administration publique

TAIEX fournit un soutien **ciblé, rapide et pratique** aux fonctionnaires travaillant dans les administrations et les organismes publics nationaux, en les aidant à **s'aligner** sur les normes de l'UE, à mettre en œuvre des réformes et à améliorer la gouvernance.

Qui peut postuler?

- **Administrations nationales et organismes publics** dans les pays éligibles.
- **Institutions et services de l'UE** sollicitant un soutien à la coopération du secteur public.

TAIEX ne fournit pas de soutien direct aux organisations de la société civile, aux particuliers ou aux entreprises.

Comment faire une demande?

- **Soumettez votre demande** à tout moment - les demandes sont examinées sur une **base continue** pour assurer un soutien rapide et efficace.

Où TAIEX peut-il avoir un impact?

TAIEX soutient tous les chapitres de l'acquis de l'UE et les bonnes pratiques de l'UE, notamment:

- Justice et affaires intérieures
- Réforme de l'administration publique
- Politiques économiques et financières
- Normes environnementales et énergétiques
- Transformation numérique
- Réglementation du commerce et du marché

Agriculture et sécurité alimentaire

L'instrument TAIEX fournit une assistance dans les secteurs de l'agriculture, de la sécurité alimentaire, vétérinaire et phytosanitaire et de la pêche.

La fourniture en temps utile d'une aide ciblée par des experts revêt une importance particulière dans le secteur vétérinaire. Les exercices de simulation de contrôle de la maladie, à la fois avant une épidémie et un déploiement rapide d'experts immédiatement après la détection de la maladie, ont été d'un bénéfice significatif pour les participants.

Les priorités de l'aide à la politique agricole sont centrées sur la création et le développement d'organismes payeurs, d'institutions nationales déléguées chargées de la gestion des mécanismes commerciaux et de la transformation des paiements de soutien agricole, de la phase de la demande à la vérification, au paiement et à l'audit. En outre, des orientations sont données sur la mise en œuvre et l'application de l'organisation commune des marchés et d'une série de domaines d'action allant des aides d'État et du développement rural aux questions de qualité telles que la protection des indications géographiques et les normes en matière d'agriculture biologique.

Liberté, sécurité et justice

Renforcer l'Union européenne en tant qu'espace de liberté, de sécurité et de justice sans frontières intérieures reste une priorité et c'est un modèle que l'assistance TAIEX contribue à l'exportation.

L'éventail de la législation est large et couvre des questions telles que la libre circulation des personnes, la politique des visas, la politique des frontières extérieures de l'UE, l'espace Schengen, l'immigration, l'asile, la coopération judiciaire en matière civile et pénale, la coordination de la politique en matière de drogue, la protection des données, les droits fondamentaux, le racisme et la xénophobie, la coopération policière et douanière, la prévention de la criminalité et la lutte contre la criminalité organisée.

Dans le même temps, les groupes cibles restent variés et diversifiés, composés non seulement de fonctionnaires des ministères de la justice et de l'intérieur, mais aussi, très souvent, de ceux qui doivent appliquer l'acquis dans leur travail quotidien: les juges, les procureurs, les fonctionnaires de police, les autres services répressifs, les gardes-frontières, les fonctionnaires des autorités chargées des migrations et de l'asile, les services douaniers, etc.

Environnement, énergie, transports et télécommunications

L'assistance ou le soutien TAIEX classique par l'intermédiaire du réseau régional d'adhésion pour l'environnement et le climat (ECRAN) est fourni à nos bénéficiaires dans tous les domaines couverts par la

législation environnementale (qualité de l'air, gestion des déchets, protection de la nature, produits chimiques, pollution industrielle et changement climatique).

L'environnement et l'énergie sont des politiques clés étroitement liées car la production d'énergie a un impact sur l'environnement et le climat. Les thèmes abordés vont des énergies renouvelables et des économies d'énergie à la libéralisation du marché dans les secteurs du pétrole, du gaz et de l'électricité.

Dans le domaine des transports, les secteurs couverts comprennent les transports maritimes, intérieurs et aériens, y compris les programmes conjoints avec l'Agence européenne pour la sécurité maritime (AESM) et la Conférence européenne de l'aviation civile (CEAC).

Les connaissances techniques sont également transférées sur les technologies de l'information et de la communication (TIC) et leur réglementation du marché. Les activités de TAIEX sont organisées sur des sujets tels que la communication électronique, la portabilité des numéros, les infrastructures à haut débit et les services postaux.

Une économie inclusive pour une société plus forte et l'innovation

Les activités couvrent un large éventail de mesures de l'acquis relatives au marché intérieur: quatre libertés, marchés publics, droit des sociétés, droits de propriété intellectuelle, questions de concurrence, y compris les aides d'État, politique de la concurrence, services financiers, fiscalité, UEM, statistiques, politique sociale et de l'emploi, PME et industrie, politique régionale et fonds structurels, science et recherche, éducation, culture, sports et jeunesse, dispositions financières et budgétaires, contrôle financier et réformes de l'administration publique.